

18 OCTOBRE : GREVE DES ENSEIGNANTS DE LYCEES PROFESSIONNELS

LES RAISONS DE LA COLERE

Les enseignants des lycées professionnels ont décidé de se mettre en grève le 18 octobre pour exiger le retrait de la réforme des LP voulue par E. Macron et son gouvernement, réforme une fois de plus lancée sans concertation pour une mise en place à marche forcée dès la rentrée 2023.

Cette nouvelle réforme qu'ils entendent imposer, c'est :

- **l'alignement des 650 000 élèves des LP sur l'apprentissage** : le temps passé par les élèves en entreprise augmenterait de 50% pour toutes les formations du CAP au Bac pro et les stages seraient rémunérés par l'État et non par les entreprises qui bénéficieraient ainsi d'une main d'œuvre gratuite. En outre, 50% de temps en plus en entreprise signifie autant de cours en moins : en LP, les élèves sont formés à tous les aspects du métier afin de pouvoir s'adapter à tous les postes et avoir la possibilité d'évoluer ; en entreprise, ils pallieront surtout le manque d'effectifs pour des tâches subalternes. Dans de nombreux cas, les élèves du lycée professionnel peinent à trouver 6 à 8 semaines de stages en entreprise, qu'advient-il d'eux quand ils devront en trouver jusqu'à 19 ?

- **l'adaptation des formations au besoin des entreprises locales**, la mise en place de partenariats École/entreprises soit la sortie programmée de la voie professionnelle du champ de l'Éducation Nationale (déjà engagée avec la double tutelle des ministères de l'Éducation et du Travail), la refonte de la carte des formations, la fin des formations et des diplômes nationaux. En effet, les formations seront décidées en fonction des besoins locaux à un moment donné (filières en tension) et les formations jugées non insérantes seront fermées : les élèves ne pourront donc pas réellement choisir leur orientation. Il leur sera impossible de se former à un métier qui n'existerait pas localement. Leur mobilité future s'en trouvera alors limitée.

Cette réforme des lycées professionnels sur le modèle de l'apprentissage est un recul net de l'ambition souhaitée pour nos élèves. Moins de 1 apprenti sur 10 poursuit dans le supérieur quand les élèves de LP sont plus de 4 sur 10 à le faire.

- **l'ouverture des établissements scolaires au patronat dès le collège** : « demi-journées avenir » se substituant probablement aux heures d'enseignement dès la 5^{ème} et place des entreprises accrue dans les Conseils d'Administration où seront décidés localement les horaires attribués à chaque discipline : soit une remise en cause de l'école républicaine et de l'égalité entre tous les jeunes puisque l'entreprise vient dicter à l'école ses besoins locaux, assignant à résidence géographique et sociale les jeunes.

- **la précarisation des enseignants** : recrutement de « professeurs associés issus du monde professionnel ». Ce n'est plus le dogme du rapprochement école-entreprise mais bien la mainmise des entreprises sur la formation professionnelle et la disparition à court terme de tous les professeurs de lycées professionnels contre des contractuels non formés et qui n'interviendront que ponctuellement.

Pour toutes ces raisons, les enseignants appellent à cette journée de grève du mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet destructeur.

